

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29125]

17 FEVRIER 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, l'article 8, § 2, 6 ;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, l'article 91/4 ;

Vu le décret du 11 avril 2014 portant assentiment à l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des Bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi, l'article 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 novembre 2002 portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 septembre 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 septembre 2015 ;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur IX, du 13 octobre 2015 ;

Vu l'avis 58.752/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 janvier 2016 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Le Conseil de Coordination de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française*

Article 1^{er}. Il est créé un Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française auprès de l'Administration générale de l'Enseignement.

Art. 2. § 1^{er}. Le Conseil de coordination est composé comme suit :

1) le Directeur général adjoint du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ou son délégué, qui en assure la présidence ;

2) le président ou vice-président du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale représentant l'enseignement organisé par la Communauté française qui en assure la vice-présidence ;

3) le délégué du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ;

4) le président de chacune des 5 zones visées à l'article 13, parmi lesquels le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions désigne un vice-président ;

5) le membre du secrétariat permanent du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale désigné par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions pour l'enseignement organisé par la Communauté française ;

6) les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française qui représentent ce réseau, lorsque leur présence est nécessaire aux travaux du Conseil de coordination, au Conseil général de l'enseignement de promotion sociale, au sein de l'ARES et au Conseil de l'Education et de la Formation, sur décision du Président, en fonction de l'ordre du jour des réunions.

§ 2. En cas d'absence du président du Conseil de coordination, la présidence est assurée par le vice-président du Conseil de coordination le plus âgé.

§ 3. Le vice-président de chacune des cinq zones visées à l'article 13 assure la suppléance du président de la zone concernée en cas d'empêchement de ce dernier, qui prévient son vice-président.

§ 4. Les membres visés au § 1^{er}, 1), 2) et 4) ont voix délibérative.

Art. 3. Le Conseil de coordination a pour missions :

1) de communiquer au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, d'initiative ou à sa demande, des avis et des propositions sur toutes les questions relatives au fonctionnement et au développement de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ;

2) de remettre un avis au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions quant aux positions du réseau à destination du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale, du Fonds social européen, du Service Francophone des Métiers et des Qualifications, des bassins Enseignement qualifiant-Emploi-Formation, de l'ARES, des commissions thématiques, des chambres thématiques, du Conseil de l'Education et de la Formation, et de toute instance pour laquelle le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions sollicite l'avis du Conseil de coordination ;

3) de présenter, dans le respect de l'application du chapitre IV « Rôles et missions des instances bassin Enseignement qualifiant-Formation-Emploi » de l'accord de coopération du 20 mars 2014 relatif à la mise en œuvre des Bassins Enseignement qualifiant – formation - emploi, au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, d'initiative ou à la demande de celui-ci, des propositions en matière de planification et de programmation ;

4) de présenter au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions des propositions en matière de répartition du pourcentage annuel prélevé sur les dotations organiques des établissements du réseau de la Communauté française. Ce pourcentage, déterminé au plus tard le 15 avril de chaque année par le bureau du Conseil de coordination, est compris entre 1 et 1,5% des dotations organiques annuelles, en fonction des besoins détectés. Cette réunion du bureau du Conseil de Coordination est organisée en présence des représentants des organisations syndicales reconnues ;

5) de proposer au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions une répartition des moyens du Fonds social européen entre les établissements d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ;

6) de proposer au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions les candidatures des membres représentant le réseau au sein du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale, des groupes de travail mandatés par le Conseil général, du Fonds social européen, du Service Francophone des Métiers et des Qualifications, des bassins Enseignement qualifiant-Emploi-Formation, de l'ARES, des commissions thématiques, des chambres thématiques, du Conseil de l'Education et de la Formation, et de toute instance dans laquelle l'enseignement de promotion sociale est représenté.

7) d'examiner les avis et propositions émanant des Conseils de zone visés à l'article 13, d'organiser l'information et de susciter l'avis de ceux-ci sur les problèmes à débattre au sein du Conseil de coordination ;

8) de remettre un avis au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions en cas de conflit au sein d'un Conseil de zone ou entre les Conseils de zone visés à l'article 13.

Art. 4. Le Conseil de coordination remplit les missions visées à l'article 3 sur la base d'un consensus.

Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il rend ses avis, formule ses propositions et accomplit toutes les missions visées à l'article 3, sur la base d'un vote émis à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative. S'il échec, une note de minorité est jointe.

Le Conseil de coordination ne peut émettre valablement ses avis et propositions que lorsque six membres issus de ceux visés à l'article 2, § 1^{er}, 1), 2) et 4), sont présents. Si le quorum requis n'est pas atteint, une réunion est tenue dans les quinze jours, sur nouvelle convocation, avec le même ordre du jour que celui de la réunion précédente. Quel que soit le nombre de membres présents visés au présent article en matière de quorum, un avis ou une proposition sont valablement donnés.

Art. 5. Le Conseil de coordination peut faire appel à tout expert extérieur et peut constituer des groupes de travail en faisant appel à des membres de l'administration, à des membres des personnels des établissements de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ou à tout expert qu'il jugera pertinent.

Art. 6. Le Conseil de coordination fixe son règlement d'ordre intérieur, qui est soumis pour approbation au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 7. Les frais de déplacement des membres du Conseil de coordination et des groupes de travail ainsi que les frais de fonctionnement sont à charge du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Art. 8. Les membres du personnel participant aux réunions du Conseil de coordination ou des groupes de travail visés à l'article 5 sont considérés comme étant en activité de service.

Art. 9. § 1^{er}. Le Conseil de coordination constitue un bureau qui assure la préparation des travaux.

Le bureau se compose du président du Conseil de coordination et des vice-présidents.

Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, ou son délégué, participe aux réunions du bureau.

En cas d'absence du président du Conseil de coordination, la présidence est assurée par le vice-président du Conseil de coordination le plus âgé.

§ 2. Lors de sa première réunion, le bureau élabore son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Le secrétariat de coordination*

Art. 10. Le secrétariat de coordination du Conseil de coordination est assuré par un membre du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les différentes tâches de ce membre du personnel, présentées dans un profil de fonction, sont définies par le bureau du Conseil de coordination.

Art. 11. Le secrétariat de coordination a pour objectif d'assurer le bon fonctionnement du Conseil de coordination en vue de la réalisation des missions visées à l'article 3.

Art. 12. Le secrétariat de coordination transmet, dans un délai d'au moins cinq jours ouvrables avant la réunion du Conseil de coordination, aux présidents des Conseils de zone visés à l'article 13 ainsi qu'à tous les autres directeurs d'établissements du réseau l'ordre du jour arrêté par les membres du bureau ainsi que les documents et informations nécessaires afin que ceux-ci puissent se prononcer et dûment mandater leur président.

Sont considérés comme jours ouvrables tous les jours de la semaine, à l'exception du dimanche et des jours fériés légaux.

CHAPITRE III. — *Les Conseils de zone*

Art. 13. Il est créé 5 zones regroupant les établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Communauté française et définies ainsi :

1) la zone de Bruxelles et du Brabant wallon, dont le ressort territorial correspond au Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi de Bruxelles et au Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi du Brabant wallon ;

2) la zone du Hainaut, dont le ressort territorial correspond au Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi de Wallonie picarde, au Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi de Hainaut Centre et au Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi de Hainaut Sud ;

3) la zone de Liège, dont le ressort territorial correspond au Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi de Liège et Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi de Huy-Waremme et Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi de Verviers ;

4) la zone de Luxembourg, dont le ressort territorial correspond au Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi du Luxembourg ;

5) la zone de Namur, dont le ressort territorial correspond au Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi de Namur.

Art. 14. Un Conseil de zone est installé dans chacune des 5 zones visées à l'article 13.

Les Conseils de zone peuvent tenir des réunions conjointes en cas de besoin.

Art. 15. Chaque Conseil de zone est composé de l'ensemble des directeurs des établissements d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française dont le siège, ou une implantation, se situe dans la zone concernée, parmi lesquels le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions désigne un président et un vice-président conformément aux dispositions de l'article 16.

En cas d'absence d'un directeur d'établissement d'enseignement de promotion sociale à une réunion de Conseil de zone, un délégué membre de son établissement et désigné par lui le remplace.

Art. 16. Deux mois au plus tard avant la fin du mandat du président du Conseil de zone, le secrétariat dudit Conseil visé à l'article 24 transmet la liste des directeurs candidats aux postes de président et de vice-président au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, qui désigne un président et un vice-président parmi ceux-ci.

En cas d'absence de candidat, le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions choisit un président et un vice-président parmi les directeurs de la zone concernée.

Art. 17. Les mandats du président et du vice-président sont fixés à cinq ans, éventuellement renouvelables.

Art. 18. Les Conseils de zone ont pour missions :

1) de communiquer au Conseil de coordination, d'initiative ou à la demande dudit Conseil, des avis et propositions sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française au sein de la zone ;

2) de formuler et de communiquer au Conseil de coordination une position concertée à propos des demandes d'ouvertures de nouvelles formations et de demandes de création de nouvelles formations et des propositions relatives à l'harmonisation de l'offre de formation de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, les autres réseaux et/ou les autres acteurs de formation au sein de la zone, en-dehors des prérogatives dédiées aux instances bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi ;

3) de proposer au Conseil de coordination des synergies entre l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, l'enseignement secondaire organisé par la Communauté française, les autres réseaux et d'autres acteurs de formation au sein des instances bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi et au sein des pôles d'enseignement supérieur, en vue de promouvoir l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française dans la zone.

Art. 19. Les Conseils de zone remplissent les missions visées à l'article 18 sur la base d'un consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, ils rendent leurs avis, formulent leurs propositions et accomplissent les missions visées à l'article 18, sur la base d'un vote émis à la majorité des deux tiers des membres présents. S'il échec, une note de minorité est jointe.

Les Conseils de zone ne peuvent émettre valablement leurs avis et propositions que lorsque deux tiers des membres visés à l'article 15 sont présents. Si le quorum requis n'est pas atteint, une réunion est tenue dans les quinze jours, sur nouvelle convocation, avec le même ordre du jour que celui de la réunion précédente. Quel que soit le nombre des membres présents visés au présent article en matière de quorum, un avis ou une proposition sont valablement donnés.

Art. 20. Les Conseils de zone peuvent faire appel à un expert extérieur en fonction de l'ordre du jour des réunions.

Art. 21. Chaque Conseil de zone fixe son règlement d'ordre intérieur sur le modèle proposé par le Conseil de coordination, et le soumet pour approbation au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 22. Les frais de fonctionnement des Conseils de zone sont pris en charge conjointement par les établissements de la zone considérée.

Art. 23. Les personnes membres d'office et celles visées à l'article 20 sont considérées comme étant en activité de service.

CHAPITRE IV. — *Le secrétariat de zone*

Art. 24. Le secrétariat de chaque Conseil de zone est assuré par un membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement désigné pour un quart de charge complète (200 périodes dites « B ») par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions et rattaché administrativement à l'établissement dirigé par le président du Conseil de zone concerné.

Les 200 périodes mentionnées supra proviennent du pourcentage annuel déterminé à l'article 3, 4).

Sur décision du Conseil de zone, le secrétariat de chacun desdits Conseils peut être complété par un membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement dont la fraction d'emploi concernée est prise en charge conjointement par les établissements de la zone considérée.

Les différentes tâches de ces membres du personnel, présentées dans un profil de fonction, sont définies par le bureau du Conseil de coordination.

Art. 25. Le secrétariat de chaque Conseil a pour objectif d'assurer le bon fonctionnement du Conseil de zone en vue de la réalisation de leurs missions visées à l'article 18.

CHAPITRE V. — *Mesures transitoire, abrogatoire et finales*

Art. 26. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 novembre 2002 portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française est abrogé.

Art. 27. Les présidents des Conseils de zone en exercice à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté terminent leur mandat.

Art. 28. La Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 février 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,
I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29125]

17 FEBRUARI 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap, inzonderheid op artikel 8, § 2, 6°;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, artikel 91/4;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 tot instemming met het samenwerkingsakkoord, op 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming – Arbeidsmarkt, artikel 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 november 2002 tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 september 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 september 2015;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Sectorcomité IX, van 13 oktober 2015;

Gelet op het advies 58.752/2 van de Raad van State, gegeven op 13 januari 2016 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — De coördinatieraad voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. Er wordt een Coördinatieraad voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap opgericht bij het Algemeen Bestuur Onderwijs.

Art. 2. § 1. De Coördinatieraad wordt samengesteld als volgt :

1) de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst voor het Onderwijs georganiseerd door de Federatie Wallonië-Brussel, of zijn afgevaardigde, die het voorzitterschap ervan waarneemt;

2) de voorzitter of de ondervoorzitter van de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie die het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigt en die het voorzitterschap ervan waarneemt ;

3) de afgevaardigde van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie;

4) de voorzitter van elk van de in artikel 13 bedoelde 5 zones, onder wie de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort een ondervoorzitter aanstelt;

5) het lid van het vast secretariaat van de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie aangesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

6) de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap die dit net vertegenwoordigen, wanneer hun aanwezigheid noodzakelijk is voor de werkzaamheden van de Coördinatieraad, de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, binnen de ARES en de Raad voor Onderwijs en Opleiding, op beslissing van de Voorzitter, in functie van de agenda van de vergaderingen.

§ 2. Bij afwezigheid van de voorzitter van de Coördinatieraad wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudste ondervoorzitter van de Coördinatieraad.

§ 3. De ondervoorzitter van elk van de vijf zones bedoeld in artikel 13 zorgt voor de plaatsvervangende voorzitter van de betrokken zone bij verhindering van deze laatste die zijn ondervoorzitter ervan op de hoogte brengt.

§ 4. De leden bedoeld in § 1, 1), 2) en 4) zijn stemgerechtigd.

Art. 3. De Coördinatieraad heeft als opdrachten :

1) de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, op eigen initiatief of op diens aanvraag, adviezen en voorstellen mede te delen in verband met de werking en de ontwikkeling van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap;

2) een advies te geven aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort betreffende de standpunten van het net, bestemd voor de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, het Europees Sociaal Fonds, de Franstalige dienst voor Beroepen en Kwalificaties, de Regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt van ARES, de thematische commissies, de thematische raden, de Raad voor Onderwijs en Opleiding en elke instantie waarvoor de Minister die bevoegd is voor het onderwijs voor sociale promotie, het advies van de Coördinatieraad vraagt;

3) met inachtneming van de toepassing van hoofdstuk IV "Rollen en opdrachten van de regio's voor Kwalificerend Onderwijs-Vorming - Arbeidsmarkt" van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt, aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, op eigen initiatief of op diens aanvraag, voorstellen te formuleren betreffende de planning en de programmatie;

4) aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, voorstellen mee te delen inzake de verdeling van het jaarlijks percentage uitgetrokken op de organisatie-dotaties van de inrichtingen van het net van de Franse Gemeenschap. Dit percentage, dat ten laatste op 15 april van elk jaar bepaald wordt door het bureau van de Coördinatieraad, schommelt tussen 1% en 1,5% van de jaarlijkse organieke dotaties, in functie van de behoeften. De vergadering van het bureau van de Coördinatieraad wordt gehouden in aanwezigheid van de vertegenwoordigers van de erkende vakverenigingen ;

5) aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, een verdeling voor te stellen van de middelen van het Europees Sociaal Fonds over de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap ;

6) aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, kandidaturen voor te stellen van de leden die het net vertegenwoordigen binnen de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, de werkgroepen gemandateerd door de Algemene Raad, het Europees sociaal fonds, de Franstalige dienst voor beroepen en kwalificaties, de regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt, de ARES, de thematische commissies, de thematische raden, de Raad voor Onderwijs en Opleiding, en elke instantie waarin het onderwijs voor sociale promotie vertegenwoordigd wordt.

7) de adviezen en voorstellen te onderzoeken van de Zoneraden bedoeld in artikel 13, de informatie te organiseren en het advies te vragen van deze over de problemen waarover moet worden beraadslaagd binnen de Coördinatieraad;

8) een advies te geven aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort bij een geschil binnen een Zoneraad of tussen de Zoneraden bedoeld in artikel 13.

Art. 4. De Coördinatieraad vervult de in artikel 3 bedoelde opdrachten op basis van een consensus.

Wanneer deze niet kan worden bereikt, brengt hij adviezen uit, formuleert hij voorstellen en vervult hij alle in artikel 3 bedoelde opdrachten, op basis van een stemming met meerderheid van twee derde van de aanwezige leden die stemgerechtigd zijn. In voorkomend geval, wordt een minderheidsnota bijgevoegd.

De Coördinatieraad kan slechts geldig adviezen uitbrengen en voorstellen formuleren als zes leden uit deze bedoeld in artikel 2, § 1, 1), 2) en 4), aanwezig zijn. Indien het vereiste quorum niet bereikt kan worden, wordt een vergadering gehouden binnen de vijftien dagen, op een nieuwe bijeenroeping, met dezelfde agenda dan deze van de vorige vergadering. Ongeacht het aantal aanwezige leden bedoeld in dit artikel inzake het quorum, wordt een advies of een voorstel respectievelijk geldig uitgebracht en geformuleerd.

Art. 5. De Coördinatieraad kan een beroep doen op elke externe deskundige en kan werkgroepen opstellen door een beroep te doen op leden van het bestuur, leden van het personeel van de inrichtingen voor het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap of elke deskundige die hij relevant zal vinden.

Art. 6. De coördinatieraad stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat voor goedkeuring voorgelegd wordt aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

Art. 7. De verplaatsingskosten van de leden van de Coördinatieraad en van de werkgroepen, alsmede de werkingskosten zijn ten laste van de Algemene dienst voor het onderwijs georganiseerd door de Federatie Wallonië-Brussel.

Art. 8. De personeelsleden die aan de vergaderingen van de Coördinatieraden of aan de werkgroepen bedoeld in artikel 5 deelnemen, worden geacht in dienstactiviteit te zijn.

Art. 9. § 1. De Coördinatieraad stelt een bureau samen dat belast is met de voorbereiding van de werkzaamheden.

Het bureau is samengesteld uit de voorzitter van de Coördinatieraad en uit de ondervoorzitters.

De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, of zijn afgevaardigde, neemt deel aan de vergaderingen van het bureau.

In afwezigheid van de voorzitter van de Coördinatieraad wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudste ondervoorzitter van de Coördinatieraad.

§ 2. Bij zijn eerste vergadering stelt het bureau zijn huishoudelijk reglement vast, dat voor goedkeuring aan de Minister van Onderwijs voor sociale promotie wordt voorgelegd.

HOOFDSTUK II. — *Het coördinatiesecretariaat*

Art. 10. Het coördinatiesecretariaat van de Coördinatieraad wordt waargenomen door een lid van de Algemene Dienst voor het onderwijs georganiseerd door de Federatie Wallonië-Brussel.

De verschillende taken van dit personeelslid die in een ambtsprofiel voorgesteld worden, worden bepaald door het bureau van de Coördinatieraad.

Art. 11. Het coördinatiesecretariaat heeft ten doel voor de goede werking van de Coördinatieraad te zorgen met het oog op de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 3.

Art. 12. Het coördinatiesecretariaat stuurt, binnen een termijn van ten minste vijf werkdagen vóór de vergadering van de coördinatieraad, aan de voorzitters van de Zoneraden bedoeld in artikel 13, alsook aan alle andere directeurs van de inrichtingen van het net, de agenda die vastgesteld wordt door de leden van het bureau, alsmede de documenten en nodige informatie zodat deze zich zouden kunnen uitspreken en hun voorzitter behoorlijk zouden kunnen machtigen.

Worden beschouwd als werkdagen alle wekdagen, met uitzondering van zondag en de wettelijke feestdagen.

HOOFDSTUK III. — *De Zoneraden*

Art. 13. Vijf zones worden opgericht met de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap en worden bepaald als volgt :

1) de zone Brussel en Waals Brabant, waarvan het ambtsgebied overeenkomt met de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Brussel en de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Waals Brabant;

2) de zone Henegouwen, waarvan het ambtsgebied overeenkomt met de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Picardisch Wallonië, de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Centrum- Henegouwen en de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Zuid-Henegouwen;

3) de zone Luik, waarvan het ambtsgebied overeenkomt met de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Luik en de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Hoei-Borgworm en de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Verviers ;

4) de zone Luxemburg, waarvan het ambtsgebied overeenkomt met de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Luxemburg ;

5) de zone Namen, waarvan het ambtsgebied overeenkomt met de regio voor kwalificerend onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt Namen.

Art. 14. Een Zoneraad wordt gevestigd in elk van de 5 zones bedoeld in artikel 13.

Indien nodig, kunnen de Zoneraden gemeenschappelijke vergaderingen houden.

Art. 15. Elke Zoneraad wordt samengesteld uit het geheel van de directeurs van de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap waarvan de zetel, of een vestigingsplaats, gevestigd is in de betrokken zone, onder wie de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, een voorzitter en een ondervoorzitter aanstelt overeenkomstig de bepalingen van artikel 16;

Bij afwezigheid van een directeur van de inrichting van het onderwijs voor sociale promotie in een vergadering van de Zoneraad, vervangt een lid-afgevaardigde van zijn inrichting hem en wordt door hem aangesteld.

Art. 16. Ten laatste twee maanden vóór het einde van het mandaat van de voorzitter van de Zoneraad, legt het secretariaat van deze in artikel 24 bedoelde Raad de lijst voor van de directeurs die kandidaat zijn voor de betrekkingen van voorzitter en ondervoorzitter van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, die een voorzitter en een ondervoorzitter aanstelt onder deze.

Bij gebrek aan kandidaten, kiest de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, een voorzitter en een ondervoorzitter onder de directeurs van de betrokken zone.

Art. 17. De mandaten van voorzitter en ondervoorzitter worden op vijf jaar vastgesteld en zijn eventueel hernieuwbaar.

Art. 18. De Zoneraden hebben als opdracht :

1) aan de Coördinatieraad, op eigen initiatief of op aanvraag van deze Raad, adviezen of voorstellen mee te delen over alle vragen betreffende de werking van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap binnen de zone;

2) aan de Coördinatieraad een gezamenlijk standpunt voor te stellen betreffende de aanvragen om opening van nieuwe opleidingen en de aanvragen om schepping van nieuwe opleidingen en voorstellen betreffende de harmonisering van het aanbod aan opleiding in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de andere netwerken en/of de andere actoren van de opleiding binnen de zone, buiten de prerogatieven bestemd voor de regio's voor kwalificerend onderwijs – vorming- arbeidsmarkt ;

3) aan de Coördinatieraad synergisme voor te stellen tussen het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap, het secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de andere netwerken en de andere actoren van de opleiding binnen de regio's voor kwalificerend onderwijs – vorming – arbeidsmarkt en binnen de polen van het hoger onderwijs met het oog op de bevordering van het onderwijs voor sociale prootie georganiseerd door de Franse Gemeenschap in de zone.

Art. 19. De Zoneraden vervullen de opdrachten bedoeld in artikel 18 op basis van een consensus. Wanneer deze niet kan worden bereikt, geven ze hun adviezen, hun voorstellen en vervullen ze al hun opdrachten bedoeld in artikel 18, op basis van een stemming met meerderheid van twee derde van de aanwezige leden. Indien nodig, wordt een minderheidsnota gevoegd.

De Zoneraden kunnen slechts hun adviezen en voorstellen geven als twee derde van de leden bedoeld in artikel 15 aanwezig zijn. Indien het vereiste quorum niet bereikt wordt, wordt een vergadering gehouden binnen de veertien dagen, op nieuwe bijeenroeping, met dezelfde agenda als deze van de vorige vergadering. Ongeacht het aantal aanwezige leden bedoeld in dit artikel inzake het quorum, worden een advies of een voorstel geldig gegeven.

Art. 20. De Zoneraden kunnen een beroep doen op een externe deskundige in functie van de agenda van de vergaderingen.

Art. 21. Elke Zoneraad stelt zijn huishoudelijk reglement vast naar het voorbeeld van de Coördinatieraad en legt het ter goedkeuring aan de Minister voor tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

Art. 22. De werkingskosten van de Zoneraden worden gezamenlijk door de inrichtingen van de betrokken zone betaald.

Art. 23. De personen die ambtshalve lid zijn en die bedoeld zijn in artikel 20, worden geacht in dienstactiviteit te zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Het zonesecretariaat*

Art. 24. Het secretariaat van elke Zoneraad wordt waargenomen door een personeelslid dat titularis is van een wervingsambt aangesteld voor een vierde volledige opdrachtlast (200 lestijden "B") door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort en dat administratief behoort tot de inrichting onder de leiding van de voorzitter van het betrokken Zonecomité.

De bovenvermelde 200 lestijden komen uit het jaarlijks percentage bepaald in artikel 3, 4).

Op beslissing van het Zonecomité kan het secretariaat van elke Raad aangevuld worden met een personeelslid dat titularis is van een wervingsambt waarvan het betrokken gedeelte van de betrekking gezamenlijk waargenomen wordt door de inrichtingen van de betrokken zone.

De verschillende taken van deze personeelsleden die voorgesteld worden in een ambtsprofiel, worden bepaald door het bureau van de Coördinatieraad.

Art. 25. Het secretariaat van elke Raad heeft als opdracht voor de goede werking van de Zoneraad te zorgen met het oog op de uitvoering van hun opdrachten bedoeld in artikel 18.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 26. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 november 2002 tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 27. De fungerende voorzitters van de Zoneraden op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit voleindigen hun mandaat.

Art. 28. De Minister van Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 februari 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen,
I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29126]

13 JANVIER 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'établissement du classement et de délivrance des attestations d'accès à la suite de programme du cycle pour les études de sciences médicales et sciences dentaires. — Erratum

Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 2016 fixant les modalités d'établissement du classement et de délivrance des attestations d'accès à la suite de programme du cycle pour les études de sciences médicales et sciences dentaires publié au *Moniteur belge* du 8 février 2016 à la page 8695, au point 7, à l'alinéa 1, il y a lieu de lire « Conformément à l'article 110/6, § 3 et 4 du décret, l'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 45 des 60 premiers crédits du premier cycle, (...) » à la place de « Conformément à l'article 110/, § 3 et 4 du décret, l'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 45 des 60 premiers crédits du premier cycle, (...) ».

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29126]

13 JANUARI 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor het opstellen van de rangschikking en voor de uitreiking van attesten voor toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus voor de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen. — Erratum

In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 januari 2016 tot vaststelling van de nadere regels voor het opstellen van de rangschikking en voor de uitreiking van attesten voor toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus voor de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 februari 2016, bladzijde 8695, onder punt 7, in het eerste lid, in de Franse tekst, dienen de woorden "Conformément à l'article 110/6, § 3 et 4 du décret, l'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 45 des 60 premiers crédits du premier cycle, (...) te worden gelezen in plaats van "Conformément à l'article 110/, § 3 et 4 du décret, l'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 45 des 60 premiers crédits du premier cycle, (...)".